

# Chacun reste dans son couloir sur les transports métropolitains

## TOULON

**Le conseil de Toulon Provence Métropole a permis d'éclairer le rapport d'activité 2023 et de remettre en débat les grandes orientations pour demain en termes de transports et de développement durable.**

La séance a débuté avec la présentation du rapport d'activité par le maire (SE) du Revest, Ange Musso, qui a mis en avant quelques « illustrations de l'engagement de la Métropole ». Notamment sur la mobilité, confirmant « la poursuite de l'objectif par la collectivité d'une offre de transport plus performante et de la poursuite du projet BHNS avec le dépôt du dossier de l'enquête publique d'ici quelques jours ». Une annonce qui a permis à la conseillère métropolitaine d'opposition, Cécile Muschotti (ex-majorité présidentielle) de lancer les hostilités, en ressortant le dossier sur lequel on s'est longtemps écharpé dans le port du Levant entre partisans du rail et adeptes du pneu. « Ne m'en voulez pas, mais je ne peux pas m'empêcher de parler du tramway », a-t-elle lâché avec le sourire, avant de rappeler que « ça fait plus de 20 ans que ce projet est sur la table et ça fait plus de 20 ans que la Métropole n'apporte pas de réponses pleinement adaptées aux habitants. »

Pour l'élue, le bus à haut niveau de service (BHNS) qui lui a été préféré ne suffit pas pour répondre à l'exigence d'une métropole de la taille de celle de TPM. « Ce n'est qu'une demi-mesure face à l'enjeu auquel nous devons faire face », juge-t-elle, en précisant que TPM est aujourd'hui la seule métropole en France à ne pas développer de solution de transports en commun capable de répondre aux besoins des populations et aux



Une séance riche en débats où la contradiction a pu être apportée dans la sérénité, sans intervention de l'extrême droite dont le ténor a semble-t-il déserté les rangs. PHOTO DR

objectifs de nature environnementale. » Selon elle, « ne pas relancer le projet tramway, c'est périaliser notre territoire. »

### Pour une microchirurgie

Un avis qu'est loin de partager la majorité. Le président (LR) de la Métropole, Jean-Pierre Giran, a évoqué « un feuilleton ininterrompu » qui va inévitablement ressurgir lors des prochaines municipales, chacun repartant au combat avec ses arguments. « Aujourd'hui, il faut prendre les choses comme elles viennent. Le BHNS est en route et je crois qu'il faut abandonner ce débat », a-t-il estimé. Mais s'il devait être réactivé, il faudrait selon lui poser une troisième alternative qui serait ni le tram, ni le BHNS. Il préfère, a-t-il expliqué, une microchirurgie à une opé-

ration à cœur ouvert trop invasive. C'est-à-dire qu'il s'agirait de se contenter d'intervenir sur des points sensibles où le trafic est sclérosé en modifiant les conditions de circulation. Il a d'ailleurs avoué être « peu sensible aux obligations morales d'adopter telle ou telle solution ». Plutôt la vision d'un maire d'une commune excentrée de la Métropole, Hyères en l'occurrence, que de son président, mais pourquoi pas. En tout cas, ce qui est clair c'est que ses préférences ne vont pas vers le « tremblement de terre que représenterait le tramway » à ses yeux.

Un sujet sur lequel Philippe Leroy, pour Toulon en commun ne pouvait rester muet. Ainsi a-t-il réécrit l'équation dans les termes suivants : « Pour que les usagers prennent les transports

en commun et que l'on arrive enfin à désengorger la ville, il faut de la confiance dans la ponctualité et un bon cadencement. » Or, a-t-il ajouté, le BHNS tel qu'il est prévu sera soumis aux bouchons. « Il faut donc de la grosse chirurgie pour avoir un vrai site propre sur toute la ligne », a-t-il martelé, écartant de fait toute demi-mesure.

Comme c'est l'habitude, chacun est donc resté campé dans son couloir sans intention de rejoindre celui du voisin de droite ou de gauche. Après avoir relancé la bataille avec sa troisième voie, le président Giran s'est vite défaussé. « Moi, a-t-il lâché, c'est juste pour animer la réflexion, je n'ai aucune certitude. »

On est donc repartis pour un tour.

Thierry Turpin

## EN BREF

### Plan climat énergie

Concernant l'actualisation du Plan climat air énergie territorial (PCAET) de TPM, l'opposition s'est inquiétée de sa durée d'élaboration, insistant sur le fait qu'elle avait débuté en 2016. « Ce délai excessif soulève des inquiétudes, notamment en regard des enjeux climatiques urgents que nous devons traiter », a souligné Cécile Muschotti (ex-majorité présidentielle). « Il est nécessaire de fixer une date de livraison pour éviter des retards supplémentaires », demande Philippe Leroy (Toulon en commun), en reconnaissant les efforts de TPM en matière de réduction des gaz à effet de serre. « Nous étions pratiquement prêts », répond le maire (LR) de Saint-Mandrier, Gilles Vincent. Jusqu'à ce que les règles changent.

### Électrification ou écran de fumée ?

Le conseiller communautaire d'opposition Philippe Leroy (Toulon en commun) a profité d'une délibération portant sur le port de Toulon pour interroger la majorité : « Où en est la diminution de la pollution liée aux navires et en particulier aux ferrées ? », demande-t-il. Nous avons peur de nous être fait un peu enfumer avec l'électrification des quais. Seul le Kalliste s'est branché pour un essai. » Une fois que les derniers tests auront eu lieu, les choses vont pouvoir se faire, le rassure le président Jean-Pierre Giran. Autrement dit, les navires équipés pourront se brancher à quai. Pour les autres...

### Vente de parts dans les établissements de plage : Jean-Pierre Giran évoque un délai anti-spéculatif

À propos d'une délibération actant la vente de parts d'un « propriétaire » d'établissement officiant sur la plage du Mourillon, pour modifier le nom du nouveau responsable de l'exécution du contrat de délégation de service public, le président Giran émet une idée à creuser : « Il est tout à fait naturel que quelqu'un puisse vendre les parts de sa société, mais il faudrait réfléchir à un délai anti-spéculatif. »

## Alerte sur la détresse des quartiers prioritaires

**Dans le cadre de la délibération concernant le Contrat de ville métropolitain, Philippe Leroy (Toulon en commun) est revenu sur la situation sociale dégradée des quartiers populaires.**

Le constat est terrible pour ces quartiers défavorisés où 48% des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté », a souligné le conseiller communautaire d'opposition Philippe Leroy (Toulon en commun). Une population qui se sent oubliée des services publics, a-t-il rappelé,

expliquant que « le cadre de vie s'y dégrade, le sentiment d'insécurité y est fort, la délinquance et les trafics augmentent. » Après avoir lu des témoignages emblématiques de cette détresse vécue, l'élue a évoqué « un projet proposé par le contrat de ville qui semble ambitieux par les mots, réclamant que les associations et les collectifs de ces quartiers y soient associés, pour dépasser les bonnes intentions ».

### 82 associations financées

« On s'en occupe toute la journée, 82 associations ont été reçues et financées. Ce qui est fait est tout à fait remarquable », a estimé le président Giran. Sur la problé-

matique de la délinquance, il a confirmé l'installation prochaine au Val-des-Rougières, à Hyères, d'un poste de police pour avoir « une présence permanente » et « installer un dialogue ». Pour autant, « le cri que vous poussez, j'aimerais qu'il soit entendu au-delà de cet hémicycle », a souligné Jean-Pierre Giran. « Nous n'avons pas la réponse à tous les problèmes, a convenu Jean-Louis Masson, maire (LR) de La Garde et président du Département, mais les actions menées sont positives et vont s'attacher à être efficaces. » C'est effectivement le moins que l'on puisse espérer.

T.T.